



**CCI AIX MARSEILLE
PROVENCE**

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Groupement de commandes

**Contrôles réglementaires, diagnostics techniques et immobiliers
LOT 1 – Vérifications périodiques et contrôles techniques**

N° 25-M-S3Y-040

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Coordonnateur du groupement de commandes

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE CEDEX

SOMMAIRE

CHAPITRE I GENERALITES	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 - DEFINITION DES INTERVENANTS	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE RESULTATS	5
CHAPITRE II - LOT 1	6
VERIFICATIONS PERIODIQUES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES	6
ARTICLE 5 - OBJET	6
ARTICLE 6 - MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 7 - CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS	6
ARTICLE 8 - PERIMETRE DES PRESTATIONS	6
8.1 PERIMETRE EQUIPEMENTS	6
8.2 PERIMETRE METIER.....	7
8.2.1 Vérifications.....	7
8.2.2 Levée de réserves.....	7
8.3 CARACTERISTIQUES GENERALES DES INTERVENTIONS	8
8.3.1 Avant les interventions	8
8.3.2 Avis de passage	8
8.3.3 Interventions.....	8
8.3.4 Fiche d'alerte	9
8.3.5 Registre de sécurité	9
8.3.6 Rapport de vérification	9
8.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
8.4.1 Périodicité des vérifications	9
8.4.2 Veille réglementaire	10
ARTICLE 9 - DOCUMENTATION TECHNIQUE	10
ARTICLE 10 - SECURITE - PLAN DE PREVENTION	10
ARTICLE 11 - CALENDRIER D'INTERVENTION	11
CHAPITRE III – LOT 1 BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION	12
ARTICLE 12 - DEFINITION DES PRESTATIONS	12
12.1 PERIMETRE CONCERNE	12
12.2 CONTRAINTES D'INTERVENTION.....	12
12.3 PERSONNELS D'INTERVENTION.....	12
ARTICLE 13 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	13
13.1 MISSIONS PRINCIPALES CONFIEES AU TITULAIRE	13
13.2 EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONTRAINTES.....	16
13.2.1 Exécution des prestations	16
13.2.2 Livrables et délai de livraison	17
13.2.3 Présence obligatoire attendue.....	17
13.2.4 CONDITIONS D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
13.3 FORME ET CONTENU DES RAPPORTS DE CONTROLE TECHNIQUE ET RAPPORTS SPECIFIQUES	18
13.3.1 Rapports initial, final et spécifiques ERP	18
13.3.1 Nombre d'exemplaires pour la remise des documents	19
ARTICLE 14 - PRESTATIONS SPECIFIQUES	20
14.1.1 Rapport de vérification initiale des installations électriques (Q18)	20
14.1.2 Attestation d'accessibilité aux personnes handicapés.....	21

CHAPITRE I

GENERALITES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Les membres du groupement sont propriétaires ou locataires de locaux dont ils assurent l'exploitation et portent la responsabilité des installations. A ce titre, les membres du groupement sont soumis à l'obligation de réaliser des contrôles techniques dans le cadre de marchés de travaux et à des vérifications périodiques réglementaires en exploitation courante.

ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations envisagées au titre du présent lot concernent l'ensemble des sites mentionnés ci-dessous répartis par membre du groupement et listés précisément à l'*Annexe générale CCTP « Liste générale des sites »* commune aux 3 lots.

A titre indicatif, les sites sont occupés pendant les horaires d'ouverture du lundi au samedi, hors dimanches, jours fériés et hors vacances scolaires : 8h00 à 18h00

CCI métropole Aix Marseille Provence (CCIAMP)

- **Palais de la Bourse** – 9, La Canebière – 13001 Marseille
- **Immeuble Beauvau** – 2, Rue Beauvau – 13001 Marseille
- **Aix Mazarine** – 2, Rue Villars – 13100 Aix-en-Provence
- **Agence Aix - Espace Forbin** – 7, place John Rewald – 13100 Aix-en-Provence
- **Agence Aix - Gambetta** – 11, cours Gambetta – 13100 Aix-en-Provence
- **Luminy ILE** - 163 Avenue de Luminy – Marseille
- **Immeuble Fortia / Legs Dufay** - 19 Rue Fortia – Marseille
- **Anjoly Centre de vie** - 98 avenue de l'Europe – Vitrolles
- **Athélia II** - ZAC Athelia II 219 Avenue du Serpolet – La Ciotat
- **Agence Aubagne-La Ciotat** - 248, avenue des Paluds Centre Agora Bat A ZI les Paluds – Aubagne
- **Immeuble De Gaulle** – 1 place du Général De Gaulle – 13 001 Marseille
- **Grand Pré Bureaux** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – 13009 Marseille
- **Grand Pré Bastide** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – 13009 Marseille
- **Salon Gimon** – 246 Cours Gimon – 13300 Salon de Provence

SASU LES ESCAMPONS

- **Groupe Ecole Pratique Castellane** – 1, rue Saint Sébastien – 13006 Marseille
- **Groupe Ecole Pratique Vaufrèges** – 11, avenue de Luminy – 13009 Marseille
- **Agence Martigues-Fos** – 3, avenue José Nabré – Zone Ecopolis Sud – 13501 Martigues Cedex
- **CMCI (2^{ème} étage)** – 2, rue Henri Barbusse – 13001 Marseille

SASU ANSE DE LA RESERVE

- **Anse de la réserve** – 34 bd Charles Livon - 13007 Marseille

SCI BASTIDE GRAND PRE

- **Grand Pré logements** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – 13009 Marseille

SA ESCM

- **Sainte-Victoire (uniquement bât. Océanie et Asie)** - 35 rue Sainte Victoire – 13006 Marseille

Si un des membres du groupement venait à acquérir ou louer un nouveau bien, le périmètre des sites évoluera en conséquence et sera intégré au présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - DEFINITION DES INTERVENANTS

En complément de la liste des membres du groupement cités précédemment, les autres acteurs sont :

- Le Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites ayant pour mission la mise en œuvre et le contrôle des prestations ;
- Le Titulaire représenté par un interlocuteur unique identifié auprès des membres du groupement ;
- Les intervenants du Titulaire : personnels d'intervention seuls autorisés à intervenir sur les sites pour lequel le marché est effectif.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE RESULTATS

Tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Dans le cadre du présent **lot 1**, le Titulaire est tenu de :

- Effectuer les vérifications périodiques conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ;
- Réaliser sa mission de contrôleur technique conformément aux dispositions du décret n°99-443 du 28 mai 1998 ou ses versions consolidées ;
- Fournir aux membres du groupement des prestations de conseils et de préconisations ;
- Rédiger les rapports de vérification et de contrôle technique conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et contractuelles.

CHAPITRE II - LOT 1

VERIFICATIONS PERIODIQUES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 5 - OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour but de définir les prestations à réaliser par le Titulaire pour le compte des membres du groupement concernant les vérifications périodiques des installations techniques de leurs sites.

Le Titulaire aura en charge l'ensemble des vérifications périodiques des équipements au périmètre requis par la réglementation, en fréquence et en qualité.

ARTICLE 6 - MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

Le Titulaire présente dans son offre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ces missions :

- Moyens humains ;
- Équipements (les membres du groupement ne fournissent aucun moyen)
- Outillage ;
- Déplacements pour toutes les interventions.

Au cours de l'exécution du présent lot, les documents suivants sont mis à disposition du Titulaire :

- La liste des équipements non exhaustive ;
- Les plans des sites ;
- Les rapports de vérification de l'année précédente.

Les schémas électriques de chaque armoire peuvent être placés à l'intérieur de celles-ci.

Pour améliorer l'efficacité de ses vérifications, le Titulaire peut demander, lors de ses visites, d'être accompagné par les entreprises titulaires des contrats de maintenance.

Le Titulaire devra le préciser dans le planning qu'il remet annuellement aux membres du groupement, comme les essais à vide du parachute et du limiteur de vitesse des ascenseurs.

A la demande d'un membre du groupement, le Titulaire doit présenter les agréments et qualifications nécessaires à la réalisation de ces prestations.

ARTICLE 7 - CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

La liste et le descriptif des installations à vérifier se trouvent en *Annexe 01 « Vérifications périodiques - Inventaire des installations »* du présent CCTP.

ARTICLE 8 - PERIMETRE DES PRESTATIONS

8.1 PERIMETRE EQUIPEMENTS

Les prestations relatives au titre du présent lot concernent l'ensemble des sites du groupement décrits à l'article 2 du présent CCTP.

Certaines vérifications des installations du groupement sont réalisées par des sociétés de maintenance et/ou organismes de contrôles agréés que sur certain site.

- Vérifications mensuelles et simples des BAES ;
- Vérifications semestrielles des SSI.

Certains membres du groupement ne disposent pas de personnes qualifiées ayant les compétences pour exécuter toutes les opérations de vérifications même simples de premier niveau telles que les vérifications visuelles.

Tous les autres équipements soumis à réglementation sont inclus au présent marché.

A ce titre, le Titulaire est tenu de procéder aux vérifications périodiques obligatoires des équipements suivants :

1. Installations électriques au titre de la sécurité des personnes au travail ;
2. VRE Installations électriques dans les ERP (VRE : Vérification Réglementaire en Exploitation).
3. Inspection des installations électriques par thermographie infrarouge Q19 ;
4. Chaufferie ; VRE des installations de gaz combustible en ERP ;
5. Contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières et mesures des polluants ;
6. VRE Système de Sécurité Incendie SSI (incluant Désenfumage commandé par le SSI).
7. Réseaux Gaz ;
8. Installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail ;
9. Réseaux de distribution d'eau et recherche de légionellose ;
10. VRE Ascenseurs et monte-charges, transports mécaniques ;
11. Nacelle ;
12. Lignes de Vie et points d'ancrages ;
13. Conformité ERP ;
14. Amiante.
15. Installations de protection contre la foudre ;
16. Equipements sportifs ;
17. EPI Equipements de protection individuelle du type harnais, cordages... etc. ;
18. Equipements de travail, transpalettes, échelles simples et à crinolines, escabeaux, machines perceuse disqueuse, etc.

Les familles d'équipements suivants ne font pas partie du périmètre du marché. Les équipements sont vérifiés par des entreprises de maintenance extérieures agréées :

- Pompes à chaleur ;
- Portes et portails automatiques ;
- RIA, extincteurs et désenfumage non commandé par le SSI.

8.2 PERIMETRE METIER

8.2.1 VERIFICATIONS

Le Titulaire a, à minima à sa charge, l'ensemble des vérifications périodiques des équipements au périmètre requis par la réglementation, en fréquence et qualité.

Les membres du groupement ne s'opposeront jamais à des vérifications obligatoires.

L'ensemble des vérifications et prestations identifiées dans le présent CCTP et ses annexes sont à réaliser lors de la première année du marché puis aux fréquences indiquées à l'article 8.4.1 « Périodicité des vérifications périodiques » du présent CCTP.

Le Titulaire, dans le cadre de son obligation de résultat est tenu de :

- Vérifier que les installations sont et demeurent conformes à la réglementation applicable sur les sites ;
- Vérifier que les installations n'ont pas subi de détériorations ou modifications les rendant non conformes ;
- Proposer des modifications sur les installations qui ne garantissent plus la sécurité et informer le groupement des conséquences sur ces installations,
- Conseiller et informer le groupement de l'évolution de la réglementation pour les installations dont il a la charge.

8.2.2 LEVEE DE RESERVES

Lorsque des réserves nécessitent des travaux de mise en conformité à la suite des vérifications périodiques, les membres du groupement se réserve le droit de demander une visite de levée de réserve après travaux.

Cette visite de levée des réserves ne pourra faire l'objet de facturation.

8.3 CARACTERISTIQUES GENERALES DES INTERVENTIONS

8.3.1 AVANT LES INTERVENTIONS

Tout en respectant l'occupation des locaux, il est demandé au Titulaire du présent lot de proposer un planning des interventions qui doit être validé par les membres du groupement.

Le respect de la programmation en termes de délai et de prestations est un élément essentiel du marché.

Les candidats remettront dans leur offre un planning annuel prévisionnel des interventions.

Après notification du présent lot, ce planning sera revu et validé par les membres du groupement et le Titulaire afin qu'il soit en adéquation avec ses contraintes d'exploitation.

Le Titulaire rappellera à chaque membre du groupement par mail, ses interventions une semaine avant qu'elles ne se déroulent. Avant toute intervention, le Titulaire doit recevoir une autorisation expresse du Responsable du Facilities Management ou du Responsable Sûreté/Sécurité des sites. Pour toute vérification, le Titulaire prépare une fiche d'intervention (*Modèle joint en Annexe 03 CCTP LOT 1 - Fiche d'intervention VP*) qu'il fournira, dès le démarrage de la prestation, au Responsable du Facilities Management ou Responsable Sûreté/Sécurité des sites.

8.3.2 AVIS DE PASSAGE

Dès son arrivée sur site, le Titulaire doit impérativement signaler sa présence à l'accueil ou au poste de sécurité suivants les sites.

Le Titulaire consigne la date et les heures d'arrivée et de départ sur la fiche d'intervention et le registre de sécurité qu'il remet au Responsable du Facilities Management ou au Responsable Sûreté/Sécurité des sites.

8.3.3 INTERVENTIONS

Préalablement à son intervention, le Titulaire devra prendre connaissance et respecter les dispositions et les règlements intérieurs propres à chaque établissement.

D'autre part, le Titulaire rappelle au Responsable du Facilities Management ou au Responsable Sûreté/Sécurité des sites, les risques d'interférence que son intervention est susceptible d'engendrer sur les activités du site. Le cas échéant, il propose des solutions pour garantir la sécurité de tous avec, à l'appui :

- Le plan de prévention signé par les deux parties ;
- La fiche d'intervention.

Le Titulaire devra intervenir avec ses propres moyens et outils. Les membres du groupement ne mettront aucun outillage ou équipement à disposition du Titulaire.

Pendant son intervention, le Titulaire doit veiller à ne pas entraver l'activité des sites contrôlés. Il garantit un retour en exploitation normale des installations à la fin de son intervention afin de préserver l'intégrité du site.

Selon les sites, pour la manipulation des appareils et des éventuelles manutentions, les membres du groupement ne mettent pas systématiquement un technicien à la disposition ou la présence d'un technicien sur site du Titulaire. Cependant, à tout moment, le Titulaire peut faire appel au Responsable du Facilities Management ou au Responsable Sûreté/Sécurité des sites.

Une fois son intervention terminée, il informe son interlocuteur de son départ et précise sur le registre de sécurité l'objet des vérifications puis date et signe.

Le groupement décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'outillage et de matériels utilisés par le Titulaire.

8.3.4 FICHE D'ALERTE

Lors d'une intervention, si une anomalie importante est constatée, mettant par exemple la sécurité en jeu, le Titulaire du marché le notifie sur la fiche d'alerte (*fiche type jointe en Annexe 02 CCTP LOT 1 - Fiche d'alerte VP*) qu'il remet immédiatement au Responsable du Facilities Management ou au Responsable Sûreté/Sécurité des sites.

Un double de l'ensemble des documents est conservé chez le Titulaire lequel sera obligatoirement restitué à la fin du marché.

8.3.5 REGISTRE DE SECURITE

Le Titulaire consigne sur les registres de sécurité mis à disposition par chaque membre du groupement aux services techniques, son nom, le nom de sa société, le motif et la date de son passage puis émerge.

Conformément à l'article R 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation, la tenue du registre de sécurité constitue une obligation pour la validation des vérifications périodiques réglementaires.

A défaut de remplissage non conforme du registre de sécurité, le Titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

8.3.6 RAPPORT DE VERIFICATION

Un rapport de vérification est établi pour chaque classement ERP et en trois exemplaires à l'issue de chaque intervention du Titulaire.

Ce rapport mettra en évidence toutes les mesures à prendre afin d'assurer la mise en conformité des installations avec les prescriptions de la réglementation concernée en vigueur

Il devra localiser précisément les points pour lesquels les installations s'écartent des prescriptions réglementaires et motiver les observations en se référant aux articles des textes réglementaires, sans les reproduire, ni les paraphraser.

Le rapport devra être daté et signé par le Titulaire.

Le Titulaire est tenu d'envoyer par mail un exemplaire (sous format PDF, Word, Excel) de ce rapport au membre du groupement concerné dans les **15 jours ouvrés** suivant la fin des vérifications.

A défaut de la remise de ce rapport de vérification, le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

Le Titulaire assurera à chaque membre du groupement la possibilité de consulter et de télécharger les rapports via l'accès à un site internet pendant toute la durée du marché.

8.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.4.1 PERIODICITE DES VERIFICATIONS

Conformément à la réglementation, les vérifications périodiques seront effectuées avec une périodicité correspondant au type de matériel. Certaines périodicités sont volontairement plus contraignantes que la réglementation. Cependant, si des périodicités s'avéraient trop faibles, le Titulaire est tenu de les rectifier et de justifier ses corrections auprès du groupement. L'ensemble des modifications apportées devront obligatoirement être approuvées par les membres du groupement.

Dans un délai maximum de 7 jours ouvrés à compter de la notification du présent marché (pour la première année d'exécution), le Titulaire est tenu de fournir les références des textes qui concernent les installations ainsi que la liste des vérifications à réaliser (planning à valider par chaque membre du groupement pour ce qui le concerne). Pour les années suivantes d'exécution, le Titulaire est tenu de fournir les plannings dans un délai maximum de 7 jours ouvrés suivant le démarrage de la nouvelle période d'exécution.

A défaut de la remise, le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

TABLEAU RECAPITULATIF DES PERIODICITES

N°	Dénominations	Périodicités réglementaires
1	Electricité	1 an
2	Risques incendie et panique	1 an
3	SSI triennale (inclus)	3 ans
4	Chaudières : efficacité énergétique (> 400 kW)	2 ans
5	Grue Auxiliaire de chargement	6 mois
N°	Dénominations	Périodicités définies par les membres
6	Etanchéité réseau gaz	1 an
7	Chaudières (visites à l'arrêt)	1 an
8	SSI annuelle	1 an
9	Diagnostic conformité ERP	2 ans
10	Nacelle jusqu'à 8m de haut	1 an
11	Ascenseurs	1 an
12	Ligne de vie, points d'ancrage et protection en toiture	1 an
13	Plate-forme élévatrice	1 an
N°	Dénominations contrôles complémentaires	Périodicités définies par les membres
14	Thermographie	2 ans

Remarque importante : Si la réglementation impose des périodicités plus contraignantes, le Titulaire doit les communiquer aux membres du groupement.

8.4.2 VEILLE REGLEMENTAIRE

Le Titulaire est tenu d'assurer la veille réglementaire relative aux obligations de vérifications périodiques à minima 1 fois par an. Il informe par écrit chaque membre du groupement des évolutions de la réglementation relative aux installations couvert par le présent marché.

ARTICLE 9 - DOCUMENTATION TECHNIQUE

A l'issue de la visite préalable, le Titulaire établit à l'attention de son personnel d'intervention, un dossier contenant toutes les informations relatives aux procédures et consignes nécessaires pour :

- Le démarrage des installations en mode normal ou dégradé ;
- L'arrêt dans des conditions normales ou d'urgence ainsi que pour les accès aux installations.

ARTICLE 10 - SECURITE - PLAN DE PREVENTION

Conformément aux articles R-237-1 et les suivants du Code du travail, le plan de prévention établi entre le Titulaire et les membres du groupement inclut au minimum les mesures suivantes :

- La définition des phases d'activités dangereuses ;
- Les moyens de prévention correspondants ;
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs ;
- Le maintien des équipements et outillages en conformité aux exigences de sécurité ;
- Les instructions à donner aux salariés ;
- L'organisation pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- Les interférences pouvant exister entre une entreprise et travaux réalisés par une autre.

Chaque membre du groupement organise une visite préalable du site afin d'analyser les risques avec le Titulaire.

Le modèle de plan de prévention adopté sera celui des membres du groupement et sera établi annuellement avec les deux parties.

La personne signataire du plan de prévention s'engage à informer le vérificateur désigné sur le site des différentes dispositions consignées dans le plan de prévention telles que les consignes de sécurité du site, les risques et moyens de préventions étudiés, les obligations générales de sécurité définies, etc. ...

ARTICLE 11 - CALENDRIER D'INTERVENTION

L'ensemble des vérifications périodiques d'un même site devront être réalisées sur une période de 15 jours calendaires. A ce titre, le titulaire fournira un calendrier prévisionnel d'intervention chaque année.

CHAPITRE III – LOT 1

BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION

Le présent CCTP vise les prestations intellectuelles relatives à un Bureau de Contrôle Technique (tous corps d'état) au sens du décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Le marché s'adresse exclusivement à des organismes agréés au sens de l'article 2 du décret 99-443 du 28 mai 1999.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu de se conformer à toutes éventuelles évolutions de la réglementation applicable.

ARTICLE 12 - DEFINITION DES PRESTATIONS

12.1 PERIMETRE CONCERNE

Les prestations du bureau de contrôle technique s'effectueront dans le cadre de travaux de construction, d'aménagement, de restructuration de locaux ou d'installations diverses.

Les travaux visés peuvent être réalisés avec ou sans permis de construire, avec ou sans maître d'œuvre privé.

Les prestations envisagées au titre de ce marché concernent tous les sites des membres du groupement décrits à l'article 2 du présent CCTP.

12.2 CONTRAINTES D'INTERVENTION

Il est rappelé que les missions du contrôleur technique peuvent se dérouler dans des établissements ouverts au public ou au personnel. En conséquence, le Titulaire est tenu d'agir conformément à la réglementation concernant ces établissements. Il doit veiller en particulier à respecter les consignes données par le Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites.

12.3 PERSONNELS D'INTERVENTION

Les personnels d'intervention et de remplacement nommément désignés par le Titulaire en vue de l'exécution des missions du présent marché doivent être préalablement présentés au Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites de chaque membre du groupement concerné pour accord. Ils sont les seuls autorisés par le membre du groupement à intervenir sur le chantier ou dans l'établissement.

Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. La qualification du personnel peut être vérifiée par le Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites de chaque membre du groupement concerné qui garde la possibilité de récuser le personnel présenté en cas de défaut de qualification.

A défaut, les pénalités pour retard dans l'exécution prévues à l'article 15 du CCAP seront appliquées.

ARTICLE 13 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

13.1 MISSIONS PRINCIPALES CONFIEES AU TITULAIRE

En fonction de la nature des travaux, les membres du groupement missionneront le contrôleur technique d'une ou plusieurs des missions décrites dans le décret 99-443 du 28 mai 1999 et son annexe A « Missions complémentaires de contrôle technique » et énumérées ci-dessous :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables.
- Mission S : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.
- Mission P 1 : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P 1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés. La mission P 1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 au titre de la mission L dont elle constitue le complément.
- Mission F : relative au fonctionnement des installations. Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.
- La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :
- réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement ;
 - chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
 - installations électriques intérieures (courants forts) ;
 - ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
 - protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.
- Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, CCIAMP s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.
- Mission Ph : relative à l'isolation acoustique des bâtiments. La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par CCIAMP et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions. La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique. La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.
- Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, CCIAMP s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs. Sauf dispositions spécifiques du marché, la mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.
- En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

- Mission Th :** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie. Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, les membres du groupement s'engagent à communiquer :
- les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
 - les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction,
 - les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.
- Mission HAND :** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.
- Mission Brd :** relative au transport des brancards dans les constructions
- Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Brd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation. La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards jusqu'aux ou à partir des logements.
- Mission LE :** relative à la solidité des existants. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. CCIAMP fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées. Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux. En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.
- Mission Av :** relative à la stabilité des avoisinants. Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants. Le groupement fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

- Mission GTB :** relative à la gestion technique du bâtiment. La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations. Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le groupement aux entreprises. La définition des critères et des niveaux de qualité du système de GTB relève des membres du groupement qui font connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et leur communique en conséquence le cahier des charges susvisé. L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.
- Mission ENV :** relative à l'environnement. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement. La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation. Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.
- Mission HYS :** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments. La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :
- l'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
 - la distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
 - les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
 - les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
 - l'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).
- Mission CO** de coordination des missions de contrôle. La mission s'exerce dans les conditions fixées à l'article 5-4-3 de la norme AFNOR NF P 03-100 du 20 septembre 1995.

13.2 EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONTRAINTES

13.2.1 EXECUTION DES PRESTATIONS

En fonction de la nature de la ou des missions commandées par les membres du groupement, le contrôle technique s'effectuera pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

- **Phase 1 :** Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique :
 - examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
 - examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
 - examen des rapports d'étude des sols ;
 - examen des avant-projets sommaire et définitif ;
 - examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
 - participation à des réunions de mises au point techniques.
- **Phase 2 :** Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants :
 - examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
 - examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle ;
 - participation à des réunions de mises au point techniques.
- **Phase 3 :** Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants :
 - examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
 - examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;
 - participation à des rendez-vous de chantier.
- **Phase 4 :** Etablissement du rapport final de contrôle technique :
 - Avant réception ;
 - Après réception y compris les levées de réserve réalisées.
- **Phase 5 :** Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement :
 - assistance à la visite de la commission de sécurité ;
 - examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Pour l'exécution de cette phase, le membre du groupement concerné sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

13.2.2 LIVRABLES ET DELAI DE LIVRAISON

Les livrables et délais suivants seront à respecter par le Titulaire :

Phases de la mission	Nombre de rapport et délai maximum de transmission du(des) rapport (s)
Phase 1 : Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique	Rapport initial de contrôle technique dans un délai de 14 jours calendaires à compter de la transmission.
Phase 2 : Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants	Remise d'un avis sur les documents d'exécution dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la transmission.
Phase 3 : Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	Remise d'un avis dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la visite du contrôleur technique.
Phase 4 : Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception	Remise du rapport final et /ou du rapport spécifique E.R.P dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la remise du dossier des ouvrages exécutés.
Phase 5 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement (*)	Un rapport dans un délai de 7 jours calendaires .

() A l'issue de la période de parfait achèvement, le contrôleur technique remettra un rapport final qui comprendra le récapitulatif des avis préalables et des examens des ouvrages et éléments d'équipement, qui ont fait l'objet de travaux pendant cette période.*

A défaut de respect des contraintes susmentionnées, le Titulaire est informé que les pénalités prévues à l'Article 15 du CCAP seront appliquées.

13.2.3 PRESENCE OBLIGATOIRE ATTENDUE

Que la maîtrise d'œuvre soit interne ou externalisée, la participation du Titulaire à des réunions de mise au point technique, lors des réunions d'avancement des études organisées par le membre du groupement concerné, est impérative.

Lors des travaux, il est exigé une présence du contrôleur technique en rendez-vous de chantier 1 fois toutes les 2 semaines minimum. Les membres du groupement se réservent cependant la faculté de convoquer le contrôleur technique toutes les semaines si le chantier en cours le nécessite.

Toute convocation non programmée du contrôleur technique par le conducteur d'opération sera formalisée par mail au plus tard 48 heures à l'avance ou par mention explicite sur un précédent compte-rendu de chantier. La présence du Titulaire ou d'un de ses représentants est obligatoire. A défaut, une pénalité prévue à l'Article 15 du CCAP sera appliquée.

La présence du Titulaire ou d'un de ses représentants est obligatoire. Il est à noter que la représentation du contrôleur technique par un agent ne disposant pas des compétences requises ou insuffisamment informé de l'état des prestations effectuées sera assimilée à une absence.

A défaut, une pénalité prévue à l'Article 15 du CCAP sera appliquée.

Enfin, il sera demandé au contrôleur technique de transmettre lors des réunions de chantier auxquelles il participera, un tableau récapitulatif, qui définira la nature des documents qu'il a reçus, leur date de réception, la date de transmission du visa et le numéro de référence de l'avis correspondant. Ce tableau récapitulatif devra être transmis au représentant du membre de groupement au plus tard 7 jours à compter de la date de la réunion. A défaut de respecter ce délai, les pénalités prévues à l'Article 15 du CCAP seront appliquées.

13.2.4 CONDITIONS D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Le présent marché est exécuté au moyen de bons de commande conformément aux modalités prévues à l'article 1.4 du CCAP.

Les consultations d'entreprises, et les démarrages de travaux, pourront être lancés en différentes étapes selon le planning du Maître d'œuvre. Par conséquent, les missions du contrôleur technique pourront être découpées selon le séquençage (études et travaux) prévu par le Maître d'œuvre.

Le Titulaire est donc réputé avoir inclus dans son offre l'éventualité d'une exécution de ses missions en plusieurs fois.

La mission du contrôleur technique est soumise aux dispositions du Décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au CCTG-C., et conforme à la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

13.3 Forme et contenu des rapports de contrôle technique et rapports spécifiques

13.3.1 RAPPORTS INITIAL, FINAL ET SPECIFIQUES ERP

Le rapport initial, le rapport final de contrôle technique et le rapport spécifique ERP se composeront de la manière suivante :

Les rapports comportent au minimum deux parties :

- Des renseignements d'ordre général et administratif concernant l'établissement ;
- Les avis relatifs à la conformité émis par le(s) contrôleur(s) technique(s).

a) Renseignements d'ordre général et administratif devant figurer en tête du rapport :

- Identification de l'organisme agréé ;
- Référence à l'organisme d'accréditation (logo, acronyme ...) pour les organismes accrédités ;
- Identification du (des) vérificateur(s) ;
- Identification du membre du groupement ;
- Date de la fin des vérifications ;
- Date d'émission du rapport ;
- Désignation et adresse de l'établissement ;
- Nom ou raison sociale du groupement ;
- Caractéristiques de l'établissement :
- Classement : type(s) et catégorie ;
- Description sommaire des installations (normal, remplacement, sécurité) ;
- Réglementation applicable ;
- Nature et étendue de la mission confiée à l'organisme agréé ;
- Nature et étendue des vérifications effectuées ;
- Références du rapport ;
- Identification des matériels de mesure ou d'essai utilisés ;
- Liste des documents examinés.

b) Avis relatifs à la conformité :

Les avis sont émis sous l'une des formes suivantes :

- Conforme (C) ;
- Non conforme (NC) ;
- Sans objet (SO) ;

- Hors mission (HM) ;
- Pour mémoire (PM).

NC : Les avis NC sont délivrés lors du constat d'écarts entre les exigences réglementaires et les travaux réalisés. Ils correspondent également à des prestations non achevées dont l'évaluation ne peut de fait pas être réalisée ou en l'absence d'un ou plusieurs documents justificatifs destinés au groupement.

SO : Les avis SO sont émis lorsque l'établissement n'est pas concerné par certaines dispositions ou lorsqu'il ne comprend pas d'installations techniques mentionnées dans le règlement de sécurité. Le vérificateur peut regrouper plusieurs articles, voire des sous-sections, sections ou chapitres sur une seule ligne lorsque les dispositions qui y sont visées sont sans objet.

HM : L'indication HM s'applique aux articles du règlement dont la vérification n'a pas été confiée à l'organisme agréé.

PM : L'indication PM s'applique aux articles du règlement qui ne nécessitent pas d'évaluation de conformité dans le cadre de la mission en cours.

Les avis relatifs à la conformité sont émis dans l'ordre des dispositions générales du règlement de sécurité suivies des dispositions particulières ou avec insertion des dispositions particulières dans les dispositions générales afférentes.

Pour ce qui concerne les travaux d'aménagement ou de transformation d'un établissement existant, les seuls articles cités sont ceux de la partie du règlement concernée par les travaux, en application de l'article GN 10 du règlement de sécurité.

Les avis relatifs aux non-conformités font l'objet d'un commentaire explicatif. Une liste complète de ces avis de non-conformité ainsi que leurs commentaires explicatifs, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées, est établie en début ou en fin de rapport.

Le contenu du rapport est complété, le cas échéant :

- par des documents fournis par le groupement ;
- attestation par laquelle le groupement certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles techniques relatifs à la solidité et à la sécurité des personnes conformément aux textes en vigueur ;
- attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés des conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage ;
- par le rappel des prescriptions annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux, dans la mesure où celles-ci viennent en atténuation ou en aggravation des dispositions du règlement de sécurité ;
- par le rappel des aggravations et des dérogations décidées ou accordées par l'autorité administrative et prévues aux articles R. 123-13 du code de la construction et de l'habitation et GN 4 du règlement de sécurité.

Les autres formes d'émission d'avis peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une explication ou d'une observation complémentaire.

13.3.1 NOMBRE D'EXEMPLAIRES POUR LA REMISE DES DOCUMENTS

Lorsque la maîtrise d'œuvre d'une opération sera confiée à un Titulaire extérieur au groupe, l'ensemble des rapports et avis du contrôleur seront remis en 3 exemplaires (1 original et 2 copies conformes) : au conducteur d'opération et au groupement.

Lorsque la maîtrise d'œuvre d'une opération sera interne, ce nombre sera ramené à 2 (1 original et 1 copie conforme) et les exemplaires seront remis au groupement.

Le Titulaire est tenu d'envoyer par mail un exemplaire (sous format PDF, Word, Excel) de ces rapports au membre du groupement concerné.

Suivant le cadre de certaine mission, il sera demandé de poster ses avis sur une GED dédiée au chantier proprement dit.

Le Titulaire assurera à chaque membre du groupement la possibilité de consulter et de télécharger les rapports via l'accès à un site internet pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 14 - PRESTATIONS SPECIFIQUES

14.1.1 RAPPORT DE VERIFICATION INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES (Q18)

Dans le cas de la vérification initiale des installations électrique, l'opérateur est tenu de réaliser les prestations suivantes :

- La vérification de la conformité des installations avec les plans et schémas établis ;
- La vérification de la conformité de la mise en œuvre des matériels électriques ; cette vérification est effectuée par l'examen visuel, avec démontage si nécessaire et possible.

Contenu du rapport de vérification initiale :

A la demande expresse du groupement, par bon de commande, le Titulaire devra établir un rapport spécifique de vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention du certificat Q18.

Ce rapport sera établi pour chaque classement ERP et transmis dans **un délai maximum de 10 jours calendaires** à compter de la demande émise par le représentant du membre du groupement.

A défaut, le Titulaire est informé que les pénalités prévues à l'Article 15 du CCAP seront appliquées.

Le Titulaire est tenu d'envoyer par mail un exemplaire (sous format PDF, Word, Excel) de ce rapport au membre du groupement concerné.

Le Titulaire assurera à chaque membre du groupement la possibilité de consulter et de télécharger les rapports (Q18) via l'accès à un site internet pendant toute la durée du marché.

Cette prestation sera rémunérée au temps passé en nombre de demi-journées (ou de journées) nécessaires pour l'accomplissement de la mission, sur la base des prix unitaires indiqués au BPU.

Le groupement informe le Titulaire que les règlements de sécurité ERP applicables à l'établissement (installations électriques et d'éclairage) sont les suivants :

- Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations des employeurs pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail et arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants ;
- Décret n° 2010-1018 du 30 août 2010 portant diverses dispositions relatives à la prévention des risques dans les lieux de travail et arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants ;
- Décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 modifié relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur ;
- Articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226-5 à R. 4226-13 pour les établissements soumis au Code du Travail, norme NF C 15-100 et guides d'application relative aux installations électriques à basse tension, guide UTE C 15-712-1 installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ;

- Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- Arrêté du 24 septembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complément et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Vérification réglementaire en exploitation :

- Arrêté du 25.06.1980 modifié, articles GE8, EL19, L57
- Arrêté du 22.06.1990 modifié, articles PE4
- Arrêté du 30.12.2011 modifié, article GH5

Vérification sur mise en demeure :

- Arrêté du 25.06.1980 modifié, articles GE8
- Arrêté du 30.12.2011 modifié, article GH5 (IGH)

14.1.2 ATTESTATION D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPES

La mission a pour objet de constater que les travaux réalisés dans les établissements mentionnés aux sous-sections 1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation et soumis au permis de construire prévu à l'article L.421-1 du code de l'urbanisme, respectent les règles d'accessibilité applicables, compte tenu le cas échéant des dérogations accordées.

Les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur ci-après, auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées dans l'Annexe 3 de l'Arrêté du 22 mars 2007 « Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées » :

- Articles R.111-19 à R.111-19-3 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés ;
- Arrêté du 1er août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-6 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors d'une construction ou d'une création.

La mission porte sur les éléments de bâtiment, aménagements intérieurs et extérieurs et/ou équipements entrant dans le champ d'application du permis de construire.

Elle comprend une ou plusieurs visites de chantier en cours de phase de réalisation de l'ouvrage ou de l'équipement concerné, ainsi que la remise en fin de phase travaux de l'attestation de vérification de l'accessibilité constatant le respect ou non des règles concernant l'accessibilité des ouvrages ou équipements réalisés aux personnes handicapées. Cette attestation sera rédigée selon le modèle de l'annexe 3 de l'arrêté du 22 mars 2007 susmentionnée.

Le Titulaire est tenu d'envoyer par mail un exemplaire (sous format PDF, Word, Excel) de cette attestation au membre du groupement concerné dans **un délai maximum de 10 jours calendaires** à compter de la demande émise par le représentant du membre du groupement.

A défaut, le Titulaire est informé que les pénalités prévues à l'Article 15 du CCAP seront appliquées.

Le Titulaire assurera à chaque membre du groupement la possibilité de consulter et de télécharger les attestations d'accessibilité aux personnes handicapées via l'accès à un site internet pendant toute la durée du marché.

Cette prestation, qui sera demandée au Titulaire sous la forme d'un bon de commande, sera rémunérée au temps passé en nombre de demi-journées (ou de journées) nécessaires pour l'accomplissement de la mission, sur la base des prix unitaires indiqués au BPU.

ARTICLE 15 - ANNEXES